

Avant-propos

La famille est la pierre angulaire de la société et joue par ailleurs un rôle économique central, du fait des économies d'échelle qu'elle génère pour ses membres et de la production domestique qu'elle représente. Elle constitue un rouage essentiel de la solidarité et permet la redistribution des ressources (en espèces, en nature ou en temps) entre les individus, les ménages et les générations. Elle offre une protection et une assurance contre les difficultés de l'existence. Elle apporte identité, affection, soins et épanouissement, à ses membres et forme le cœur de nombreux réseaux sociaux.

La famille évolue. L'espérance de vie s'allonge, tandis que les taux de natalité diminuent. Dans de nombreuses familles aujourd'hui, il y a plus de grands-parents encore vivants et moins d'enfants. Les structures familiales sont de moins en moins traditionnelles : il y a plus d'unions libres, les gens se marient plus tard, divorcent plus souvent et se remarient davantage. Les aspirations des parents évoluent et, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, de nombreux pères et mères souhaitent mener de front leur carrière et une vie familiale active. Les enfants ont moins de frères et sœurs et vivent plus souvent avec des parents concubins, isolés ou au sein de familles recomposées.

Des politiques publiques plus efficaces pour les familles peuvent avoir des retombées importantes pour les individus comme pour la société. Ainsi, en soutenant aujourd'hui les familles et les enfants vulnérables plus efficacement, il y a tout lieu de penser que l'on évitera des conséquences néfastes et coûteuses demain. Des services aux familles mieux coordonnés et regroupés génèrent des économies d'échelle et permettent également de s'assurer que plus de familles obtiennent les multiples services dont elles ont besoin. Toutefois, la politique familiale ne se résume pas à des services ou à des aides financières, des garanties de revenu pendant les congés ou des allègements fiscaux en faveur des familles. Il s'agit également de promouvoir différents aspects du bien-être des enfants liés à la santé et à l'éducation, de réduire les obstacles à l'emploi des parents, d'aider ces derniers à subvenir aux besoins de leurs enfants et de diminuer les risques de pauvreté des familles. Des taux d'activité accrus des parents contribuent également à la croissance économique et renforcent la viabilité financière des régimes de protection sociale face au vieillissement de la population.

Cet ouvrage étudie la façon dont les politiques familiales s'orientent face à l'évolution de la cellule familiale, et examine les différents moyens mis en œuvre dans les pays pour soutenir les familles. Il présente tout d'abord une série de résultats concernant l'emploi, les familles et les enfants, puis cherche à apporter des réponses aux questions suivantes : les dépenses consacrées aux prestations familiales augmentent-elles et comment varient-elles selon l'âge de l'enfant ? Comment aider au mieux les adultes à avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent ? Quels sont les effets des dispositifs de congé parental sur l'offre de main-d'œuvre féminine et sur le bien-être des enfants ? Les coûts de la garde des enfants représentent-ils un frein à l'emploi des parents et comment des solutions flexibles en entreprise peuvent-elles aider ? Quel est le meilleur moment pour les mères pour retourner au travail ? Et quelles sont les meilleures politiques pour réduire la pauvreté chez les parents isolés ? Le rapport se conclut par une première analyse internationale d'un sujet relativement peu étudié, celui de la maltraitance des enfants.

Le présent rapport a été rédigé par une équipe d'analystes : Nabil Ali, Simon Chapple, Maria Huerta, Dominic Richardson et Olivier Thévenon, avec les contributions de Marta Bilotta, Alexandra Bychkova, Pauline Fron, Tatiana Gordine, Linda Richardson, Angelica Salvi del Pero et Juliana Zapata. Nous remercions les nombreuses personnes qui ont signalé des données utiles et pris le temps de commenter les versions préliminaires, notamment John P. Martin, qui préside la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, ainsi que Monika Queisser, chef de la Division des politiques sociales de l'OCDE, qui ont formulé des observations sur l'ensemble des chapitres. Willem Adema a dirigé l'équipe et supervisé la rédaction de cet ouvrage, tandis que Marlène Mohier a préparé le manuscrit pour l'impression.